

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS184/15/Add.69

19 août 2008

(08-3929)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES ANTIDUMPING APPLIQUÉES À CERTAINS PRODUITS EN ACIER LAMINÉS À CHAUD EN PROVENANCE DU JAPON

Rapport de situation des États-Unis

Addendum

La communication ci-après, datée du 18 août 2008 et adressée par la délégation des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant le différend États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (WT/DS184)

Les États-Unis soumettent le présent rapport conformément à l'article 21:6 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

Le 23 août 2001, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a adopté ses recommandations et décisions dans le différend *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (WT/DS184). Le 10 septembre 2001, à la réunion suivante de l'ORD, les États-Unis ont informé celui-ci de leur intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en la matière.

Le 22 novembre 2002, le Département du commerce des États-Unis a publié une nouvelle détermination finale dans le cadre de l'enquête en matière de droits antidumping concernant des produits en acier laminés à chaud, par laquelle sont mises en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives au calcul des marges de dumping dans cette enquête. Les détails de cette détermination figurent dans le document WT/DS184/15/Add.3.

Un projet de loi visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant la Loi des États-Unis sur les droits antidumping a été présenté au dernier Congrès. L'Administration des États-Unis reste favorable à des amendements législatifs spécifiques visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD à cet égard et collabore avec l'actuel Congrès des États-Unis en vue de faire adopter des amendements à cette fin.
